Année XXV. N° 667 — 23 Mai 1925

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
Le Réveil, r. des Savoises, 6, *Genève* Suisse.

Avec Supplément en langue italienne

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : 1 année, fr. 5; 6 mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

A nos abonnés

La nouvelle loi sur le service des Postes, qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain, contient la disposition suivante :

Tous les journaux paraissant moins d'une fois par semaine devront être pourvus isolément de l'adresse personnelle des destinataires.

Nous n'avons ainsi devant nous qu'un mois pour faire imprimer plus de huit cents adresses. Or, la plupart ont été égarées par nous ou sont inexactes, aussi prions-nous tous nos abonnés d'envoyer sans tarder leur adresse actuelle. Les camarades qui connaîtraient plusieurs abonnés sont invités à ajouter à leur adresse celles qu'ils pourraient éventuellement fournir, car il est fort à craindre que par négligence beaucoup ne répondent pas à notre appel.

Nos Groupes sont particulièrement priés d'établir la liste des abonnés de leur localité et de nous la faire parvenir le plus rapidement possible.

Nous comptons sur le bon vouloir et l'empressement de tous pour assurer l'expédition régulière du journal.

L'Aveu

A la Chambre italienne, à propos du projet contre les sociétés secrètes, Mussolini a fait des déclarations dont nous détachons le passage suivant :

Il y a quinze ans, quand je militais, comme fasciste, dans le parti socialiste italien *(rires, applaudissements)*, j'eus la chance de faire une expérience politique de premier ordre, qui m'a beaucoup profité depuis. Alors aussi je croyais fort peu à la démocratie, au libéralisme et aux immortels principes. Alors aussi je pensais que la plume est un grand outil, mais que l'épée, qui coupe à un certain moment les nœuds, est un outil meilleur. Et j'inspirais de l'horreur aux sédentaires du socialisme de ce temps-là qui sont ceux d'aujourd'hui, en préconisant nettement la nécessité d'un choc insurrectionnel, propre à donner aux masses ouvrières le sens de la tragédie. Ce fut le dernier soubresaut de jeunesse du parti socialiste italien. Il ne s'est plus relevé. Après la guerre il a eu un moment d'éléphantiasis ; mais au lieu d'un développement physiologique, c'était de la pathologie sociale.

Tout se mêle dans ce passage : cynisme et vantardise, vérité et mensonge, juste critique et odieuse calomnie, machiavelisme et idiotie. Il est néanmoins permis d'établir quelques points bien précis.

D'abord, nous avons l'aveu d'une trahison qui ne soulève dans l'écœurant milieu parlementaire que rires et applaudissements. Mais combien Mussolini a raison d'affirmer que le blanquisme dont il se plaisait à faire étalage dans le parti socialiste n'était que du fascisme à rebours. C'est bien là l'impression que nous en avions ressentie, si bien qu'il ne nous est jamais arrivé de le relever pour le louer.

Quant à l'expérience politique de premier ordre, il ne s'agit évidemment que de la conviction acquise de l'incapacité du Parti socialiste italien à résister à toute violence. Si bien qu'il était facile, au moment même de son plus grand triomphe légal et électoral, de l'abattre, en déchaînant contre lui une violence illégale, avec la complicité de toutes les autorités.

La légende que le Parti socialiste italien n'aurait eu qu'à subir de justes représailles contre des violences exercees par lui vient ainsi à s'écrouler. C'est comme parti de « sédentaires », d'hommes incapables de recourir à l'emploi de la force pour leur propre défense, ayant en horreur tout choc insurrectionnel, toute tragédie, que Mussolini s'est senti fort de l'attaquer. Bien entendu, tout son blanquisme s'est ramené à l'emploi d'une violence permise, protégée même par la police et l'armée, assurée de toute impunité. Et quand il y a eu le soi disant choc insurrectionnel de la marche sur Rome, il n'a rien moins fallu à Mussolini pour l'amortir personnellement que toute la distance de Rome à Milan.

A souligner les railleries contre la démocratie, le libéralisme et les immortels principes en faveur de l'aristocratie, du cléricalisme et de l'absolutisme que notre presse bourgeoise suisse n'a pas manqué dans son ensemble de trouver aussi de son goût. Ce n'est qu'un masque de plus qui tombe, mais combien le visage de nos maîtres nous apparaît hideux.

Ajoutons aussi que la fameuse épée du fascisme n'a su couper aucun nœud jusqu'à présent. Tout au plus peut-elle se vanter de quelques lâches et horribles assassinats, mais dans tous ses autres exploits elle s'est montrée impuissante. Les ennemis qu'elle prétendait avoir anéantis n'ont fait que croître en nombre et en vain le fascisme se plaît il à les proclamer impuissants, puisqu'il lui faut toujours faire voter de nouvelles lois contre eux.

C'est égal : Mussolini est vraiment le personnage répugnant et révoltant, bien digne de personnifier notre bourgeoisie dans tout ce qu'elle a de plus abject.

Affirmons-nous

Il est indéniable que la confusion dans laquelle les suppôts de l'Etat et du Capital font patauger le peuple pour tout ce qui a trait à l'anarchie, est un serieux obstacle pour la diffusion de nos idées. Chacun a pu se convaincre qu'en général ce ne sont pas nos théories dans leurs valeurs réelles qui sont combattues, mais bien les fausses interprétations qui leur sont octroyées. D'où nécessité impérieuse de nous affirmer en chaque occasion d'une façon claire et précise.

Chicane de mots ! diront certains ; étiquettes ! religion ! s'exclameront d'autres. Non pas. Dans notre langage, le mot sert à désigner une chose nettement définie. Dès lors rien que de très naturel de vouloir dissiper toute équivoque, et à plus forte raison, lorsqu'il s'agit de l'anarchisme sciemment diffamé por nos ennemis sans scrupules. Souvent, par crainte d'effaroucher des inconnus, pour se préserver dans une certaine mesure de la répression, ou pour d'autres raisons, nous n'osons pas affirmer assez catégoriquement nos principes. Certes, nos réserves sont justifiées, mais c'est aussi une cause de faiblesse.

Il a été observé que pour qu'une chose d'une certaine envergure soit réalisable, elle doit rencontrer un état d'esprit d'approbation ou d'acceptation soit naturel, soit provoqué dans l'opinion publique. Il en résulte que calomnies, arbitraire et persécutions sont rendus d'autant plus difficiles qu'individus, actions, théories sont davantage connus et estimés dans leur rôle réel.

Se plaçant à ce point de vue, la nécessité et le but d'une organisation libertaire immédiate apparaît. Resserrer toutes nos forces éparses pour nous affirmer toujours plus puissamment.

Pour nôtre propagende, nous devons compter avec deux éléments : militants et sympathisants.

Le militant est celui que le tempérament, l'enthousiasme, les conditions sociales placent à l'avant du mouvement, dans la lutte quotidienne. Pour cette action, la bonne volonté et l'énergie du militant ne suffisent pas. Il lui faut des moyens de combat efficaces et l'assurance qu'un solide appui moral et matériel le seconderait dans ses efforts de libération. Cela le sympathisant peut contribuer à le lui fournir.

Peuvent être considérés comme sympathisants tous ceux que les événements ont fatigués de la lutte ou qui, pour diverses raisons, ne peuvent s'affirmer et qui malgré tout sont de pensée avec nous. Ces camarades peuvent être d'une grande utilité, en aidant discrètement la propagande dans sa grande diversité de détails, qui tous ont leur importance.

Il est d'une nécessité primordiale que sympathisants et militants concentrent leurs moyens pour poursuivre inlassablement notre propagande d'une façon méthodique.

Lorsque nous aurons fait connaître nos idées sous leur vrai jour, un grand pas sera fait pour la diffusion de nos théories. Car s'il n'y a pas de mot qui fait peur, il y a le sens qu'on lui attribue.

Tous les épris de l'idéal d'Anarchie se doivent de contribuer à son acheminement, selon leurs forces et leurs moyens. *Juvénil.*

Lutte de classes et guerre

Sous le titre « Les théories économiques du socialisme se modifient ! », la *Liberté* de Fribourg publie cet articulet :

Qui aurait affirmé à un socialiste, il y a encore peu de temps, la solidarité d'intérêts entre producteurs et travailleurs, patrons et ouvriers, se serait vu houspillé d'importance. La lutte des classes jusqu'à l'extermination complète du capitalisme par le prolétariat était le seul moyen proposé par Marx et ses successeurs immédiats pour résoudre la question sociale. Mais nos socialistes d'aujourd'hui ne raisonnent plus de la même manière, depuis que certains d'entre eux, Mac Donald en tête, ont été au pouvoir. M. Grimm, qui est membre de la Commission du Conseil national pour les tarifs douaniers, explique dans la *Tagwacht* du 9 mai qu'une protection de la production est de plus en plus nécessaire, ceci dans l'intérêt même des travailleurs. Cette affirmation n'implique-t elle pas l'amélioration constante des conditions de la production et le parallélisme que veut bien constater M. Grimm entre les aspirations des capitalistes et celle des ouvriers ne semble-t-il pas le prélude d'une entente future ? Le contact que certains chefs socialistes ont pris avec les nécessités de la pratique leur a prouvé, une fois de plus, que leurs théories n'étaient pas réalisables.

Loin de nous de vouloir prendre la défense de M. Grimm, politicien sans scrupules, dont la complicité avec MM. Hoffmann et Odier et les basses intrigues auxquelles il s'est trouvé mêlé pendant la guerre, ont fini par le révéler sous son véritable jour. Mais que peuvent bien faire les représentants socialistes dans les Conseils et les Commissions sinon se placer au point de vue bourgeois et des conditions de l'économie bourgeoise ?

Dire que *les théories socialistes ne sont pas réalisables sur la base d'une situation découlant de l'existence même du capitalisme*, voilà qui est vraiment très malin.

Tant que l'ouvrier aura besoin de se chercher un patron, il dépendra aussi de la situation de ce patron, qui ne pourra certes pas le laisser indifférent. Mais l'opposition d'intérêts n'en demeure pas moins à la base de tous leurs rapports.

Est-ce que la prospérité d'une nation n'est pas aussi solidaire de celle d'une autre ? Néanmoins, le régime capitaliste est si bien établi que toutes les nations finissent par se trouver en guerre les unes contre les autres.

Rien de plus sûr que tous les hommes ont intérêt à s'entendre, à ne pas lutter entre eux, à vivre en paix, et si nous combattons le régime capitaliste, c'est surtout parce qu'il engendre fatalement la guerre.

Après la boucherie mondiale, c'est quel que peu grotesque de venir se plaindre des grèves et conflits entre patrons et ouvriers, d'autant plus que les partisans de l'entente, de l'accord sont précisément ceux qui continuent à voter, dépenser et employer des milliards pour le meurtre et la destructiou systématiques, et prétendent qu'il n'y a pas moyen de faire autrement, même après la... dernière guerre.

Sans doute, Messieurs les bourgeois, il devrait y avoir solidarité, et le besoin en est si fort que partois elle s'établit sur les bases de la plus révoltante inégalité ; mais bien entendu ce n'est pas là quelque chose de durable, la revendication de justice ne pouvant être éliminée qu'en y faisant droit.

MELANGE

RECRUTEMENT.

Le gouvernement anglais prétend qu'il manque de soldats et plus particulièrement pour le corps de la défense aérienne de Londres, qui aurait besoin d'un supplément de 1500 hommes. Malgré toute l'habileté des agents recruteurs, il leur a été impossible de trouver dans l'immense cité, avec ses milliers de chômeurs, ce bataillon manquant.

Un général propose d'affubler les soldats d'un uniforme de sortie beaucoup plus beau que l'actuel, qui est sans élégance et sans prestige, car les Britanniques n'ont pas encore pour l'uniforme la même admiration que ce jeune vaudois, revenant tout équipé d'une école de recrues et demandant aux connaissances rencontrées « si ça se voit que je suis habillé en militaire ? »

Tout en assurant qu'il prêtait attention à la question « des beaux habits », le gouvernement de Londres a organisé une journée de battage militariste avec le concours de nombreux avions et... de faiseurs de boniments patriotiques qui, postés sur les places de la ville, débitaient avec solennité des appels qui se peuvent résumer ainsi : Allez, moi je reste ici ! Il faut dire que pour la circonstance les orateurs mobilisés étaient des personnages considérables, c'est-à-dire prétentieux et nuls, de ceux qu'on sort pour les grands coups de tam tam, parce qu'ils sonnent creux, quelque chose comme les Ador de là bas.

Cette propagande militariste à grands spectacles prouve une fois de plus, s'il en était besoin, comment les gouvernements se sont moqués des peuples, lorsqu'ils les poussaient à la guerre jusqu'au bout, soi-disant contre le militarisme prussien, mais en réalité pour la conquête des puits de pétrole.

Les peuples vont-ils plus longtemps se laisser berner par les bonimenteurs patriotiques qu'on prétendait enterrés depuis novembre 1918 ? Encore une illusion qui disparaît : le militarisme détruit par les généraux. Il est vrai que pour le croire, il fallait être sérieusement bourrés.

SIGNES FRAPPANTS.

Nous avons maintes fois demandé, sans obtenir une réponse convenable, ce qui différenciait d'une façon nette les peuples civilisés des peuples sauvages. Un journal nationaliste français, *L'Intransigeant*, vient, enfin, de donner une réponse claire. La guerre au Maroc lui en fournit l'occasion. Oyez :

L'effet militaire le plus intense a été cherché et obtenu par l'emploi en masse de l'aviation de combat, qui arrose le terrain de bombes et le balaie avec ses mitrailleuses. Cette forme ultra-moderne de la guerre scientifique est naturellement propre à faire sentir aux montagnards zoniers tout ce qui leur manque encore pour arriver à notre niveau de civilisation supérieure.

C'est net. L'homme n'est vraiment civilisé que dans la mesure où il dispose des engins de meurtre les plus perfectionnés. Les lettres et les arts, les merveilleuses productions des artisans, le lent et dur effort vers une société plus humaine et plus juste, les découvertes des savants, tout ça, c'est du domaine de la sauvagerie. Le seul critérium du civilisé, c'est l'avion mitrailleur et de bombardement, puis le canon à longue portée. Et comme les pièces de Krupp, pendant la grande guerre, tiraient à 120 kilomètres, tandis que celles de Schneider atteignaient péniblement les 30, il en découle que les Français ont encore un sérieux effort à faire pour atteindre à la civilisation supérieure et à longue portée des Allemands. Et les Américains font des essais pour tirer dans la lune. S'ils y parviennent, ils pourront continuer à brûler vifs de pauvres nègres, ils n'en auront pas moins atteint le plafond de la civilisation.

Le rédacteur de l'*Intransigeant* est sans doute un crétin enragé, mais il n'en est pas moins symptomatique que de telles pensées puissent s'imprimer. Partout les ruines de la dernière guerre sont encore visibles ; plusieurs millions d'estropiés, de mutilés, sans compter les malades incurables, attestent encore de la bestialité de la guerre, et il est des gens qui, sans se faire lapider, osent faire, non seulement l'apologie de la guerre, mais prétendre que les seuls vrais civilisés sont Krupp et Schneider....

Il y a de la folie dans cela, mais il y a aussi la preuve que derrière les gens de plume sans conscience, bonnes à tout faire du journalisme, se tiennent tous les requins qui attendent une pitance dorée des grands naufrages.

Quoi qu'en disent de trop zélés larbins du sabre et de la finance, il est faux que le degré de civilisation d'un peuple se mesure à sa puissance de meurtre. Le crime reste le crime et nous ne voyons pas l'assassin vulgaire se réclamer d'une évolution supérieure.

La civilisation consiste — et consistera toujours — en la mise en pratique des moyens moraux et matériels capables d'assurer à tous les membres de la société humaine le maximum de bien-être matériel et de possibilités de développement intellectuel et moral. En dehors de là, ce n'est que barbarie. Et malgré leurs avions mitrailleurs, les « pacificateurs » du Maroc n'ont rien à reprocher aux Riffains. Les Européens disposant de moyens de tuerie perfectionnés sont plus lâchement criminels, et c'est tout.

LES ÉLUS.

Avant la guerre mondiale et à ses débuts, quelques écrivains allemands, atteints de crise nationaliste aigüe, prétendaient, sans craindre le ridicule, que les soudards teutons étaient choisis par Dieu pour châtier les nations rebelles et établir dans le monde l'ordre divin qui, précisément, devait être le même que celui qui régnait dans les casernes prussiennes. Ces organisateurs célestes ont été désorganisés et leurs belliqueux thuriféraires ont donné un autre tour à leur prose. Ils écrivent ce qui se vend le mieux et l'opportunisme leur commande de mettre un peu de miel dans leur vinaigre.

Mais ils ont trouvés ailleurs des remplaçants.

Nous avons vu comment certains Français confondent mitraille et civilisation. Les fascistes se devaient d'être ridicules parmi les ridicules. Un de leurs journaux, l'*Impero*, annonce au monde que les fascistes ont repris la succession divine de Guillaume II — est-ce par contrat contresigné par le Pape ? — et que l'Italie est maintenant la nation élue pour dominer le monde, en omettant de dire qui doit la débarrasser de la vermine fasciste.

L'*Impero* nous apprend, naturellement, que l'Italie attend la guerre avec sérénité, puisqu'elle est désignée pour le triomphe.

Ces propos dénotent un état d'incurable bestialité, mais il nous font comprendre l'urgente nécessité qu'il y a, pour tous les peuples, à mettre rapidement hors d'état de nuire les fous furieux, qui ne rêvent que d'un monde à feu et à sang. Il ne s'agit plus aujourd'hui de savoir si les diplomates de la Société des Nations prolongeront ou non l'état de paix armée, mais bien de prendre des mesures radicales pour ne pas être une nouvelle fois les victimes des mercantis de la guerre ou d'un sanglant fantoche qui voudra jouer le Néron.

La première mesure c'est de déserter les casernes, car la paix ne sera assurée que par l'absence des soldats.

Le temps presse.

EN BULGARIE.

Depuis trois ans les gouvernants bulgares ont commis tant de provocations et de crimes que c'est sans aucune surprise que le monde a appris que le plafond d'une église avait chuté sur quelques-uns d'entr'eux et leurs suppôts. On aurait même pu s'étonner du retard.

C'est que la scélératesse des maîtres de la Bulgarie avait un double but : asseoir leur domination par l'extermination de quiconqueo sait lever la tête, puis, tout en réalisant ce premier point, créer un état d'exaspération qui puisse servir de prétexte près des gouvernants alliés, pour obtenir l'autorisation d'augmenter les effectifs de l'armée, en agitant le spectre de la révolte communiste ou anarchiste.

L'odieuse manœuvre a réussi. Les ministres qui depuis plusieurs années ne vont que de crimes en crimes, assassinant même leurs concurrents bourgeois, font figure de sauveurs. L'un de ces brigands va même de capitale en capitale solliciter de nouvelles armes. Les gouvernants européens se feront complices, peut-être en recommandant la prudence. Mais les peuples qu'on a gargarisés pendant cinq ans d'hymnes à la liberté, ne feront-ils point cesser les bouchers de Sofia ?

A. A.

PAGES de PROUDHON

Dans le christianisme, la condition des personnes n'est pas la même : l'inégalité est providentielle. Il est nécessaire qu'une partie, la plus nombreuse, de l'humanité *serve* l'autre. Pour que ce service soit obtenu il faut sacrifier la dignité humaine : comment le peuple y consentira-t-il s'il n'y est amené par la religion, par la foi ? Subordination, hiérarchie, obéissance, service, exploitation de l'homme par l'homme, tout cela suppose déchéance, pénitence, sinon apparente, au moins dans l'esprit, ce qui est bien autrement grave et qui seul est essentiel ; abnégation du moi et de ses prérogatives.

Dans ce système d'une féodalité raffinée, on se gardera d'enseigner comme article de foi que les privilégiés ont plus de mérite devant Dieu que les sacrifiés, que les riches hommes sont d'origine plus sainte que les *bons hommes*, comme la plèbe dévote se nommait au douzième siécle. La religion ne commet pas de ces imprudences. On rejettera sur la Providence le décret qui privilégie ceux-ci en déshéritant ceux-là ; on rappellera aux premiers l'humilité devant Dieu, le sacrifice en esprit, la charité envers leurs frères, le rachat de leur prérogative temporelle par la foi et par le culte ; on apprendra aux seconds la résignation, en leur promettant d'ailleurs des dédommagements à leur misère dans la vie éternelle.

Ainsi, dit l'Eglise, le roi et le berger sont égaux devant le Tout Puissant ; mais le roi a été établi d'en haut pour commander à ses frères. Ainsi le pape se nomme serviteur, quoique indigne, des serviteurs de Dieu. Ainsi ceux qui sont élevés en dignité, puissance et richesse, doivent reconnaître qu'ils ont tout reçu de Dieu par grâce, afin que les petits, qui pourraient ne pas respecter cette fortune venant de l'homme, la respectent venant de Dieu.

Tel est l'esprit de la société chrétienne. L'inférieur respecte dans le supérieur, non pas l'homme, mais un fonctionnaire du Ciel. De son côté le supérieur, considérant que celui à qui il commande est son frère en Jésus-Christ, semble lui dire : Excusez-moi, mon frère ; ce n'est pas en mon nom que je vous tyrannise, que je vous exploite. Dieu m'en garde ! J'ai plus que vous horreur du despotisme et du privilège. Et qui suis-je pour m'attribuer de semblables droits ? C'est la sagesse divine qui a ainsi réglé les choses : *Omnis potestas et omnis obedientia a Deo !*

En Russie, le jour de Pâques, qui est le premier de l'an, le tzar, au sortir de la messe, donne le mot d'ordre à tout son peuple ; il prononce la profession de foi, *Christ est ressuscité*, et embrasse les premiers qu'il rencontre, lesquels transmettent le baiser aux autres. C'est le pendant de la profession de foi islamique : *Il n'y a de Dieu qu'Allah, et Mahomet*, ou le sultan son successeur, *est son prophète*. Ceux qui veut dire en bon français : Vile multitude, obéissez.

(*De la Justice dans l'Eglise et dans la Révolution*, Bruxelles 1860.)

ERRICO MALATESTA **Au Café** Edition revue et augmentée

Ce livre est un petit chef-d'œuvre de clarté et de précision. Les principaux problèmes de théorie et de pratique anarchistes y sont traités de magistrale façon par le remarquable militant Errico Malatesta, dont la vie de propagandiste, depuis un demi-siècle, est un modèle d'activité et de désintéressement.

En vente au RÉVEIL : broché fr. 1.50, relié fr. 2.

Montjuich - La vision ultime

Nous venons de faire une nouvelle édition de ce tableau, qui a eu un si grand succès.

Le prix est de 70 cent. l'exemplaire pour la Suisse ; pour les pays étrangers, il sera établi suivant le change. Afin d'éviter de trop grands frais de port et d'emballage, il serait désirable que toute commande ne soit pas inférieure à dix exemplaires.

Nous avons aussi édité le même tableau en carte postale en couleurs, au prix de 10 centimes.

Renouveau

Causerie de Premier Mai.

Le plus humble et le plus pauvre d'entre nous, à un moment donné de sa vie, a éprouvé le besoin de se renouveler. Les années ne peuvent se suivre, sans que nous passions, surtout dans un monde comme le nôtre, à travers des épreuves, qui ne sont trop souvent que des souillures. Ce n'est d'ailleurs pas impunément qu'on voit des laideurs jour après jour, même si l'on n'en est pas atteint personnellement. Le spectacle du mal est aussi un mal en lui-même, dont nous ne pouvons à la longue ne pas éprouver le contre-coup, nous sentir presque blessés dans notre dignité d'hommes. L'applaudissement à celui qui accomplit de grandes, de belles choses est le remerciement spontané de la foule qui se sent, ne fût-ce qu'un instant, élevée au dessus de la lourde atmosphère, au milieu de laquelle elle traîne sa triste existence. Il y a, au sortir d'un travail ingrat, d'une besogne exténuante, d'une usine empuantée, d'une caserne ou d'une prison sinistre, d'un lieu de souffrance, un besoin d'oublier, de changer le cours des idées, de passer dans une ambiance plus calme et plus accueillante, un besoin de devenir autre que l'on ne s'est senti, un besoin, en somme, de propreté morale, comme il en existe un de propreté physique.

Des penseurs de toutes nuances ont discuté à perte de vue sur le sentiment moral et sur son fondement ; pour nous, il se rattache strictement et se confond presque avec cette profonde répulsion pour tout mot, geste ou acte, en lequel nous sentons une dégradation de notre nature humaine. Les religions mêmes, qui ne peuvent négliger les aspirations les plus intimes de l'humanité, ont symbolisé cela dans des ablutions, dans le baptême, dans la purification, dans un bain spirituel propre à nous laver de toute tache.

Bien entendu, les religions ne s'emparent de nos plus profonds sentiments que pour les détourner et les faire servir à une œuvre de domination. A nous de savoir les reconnaître pour ce qu'ils sont réellement et de chercher à répondre à leur nature véritable, en les dirigeant vers un but de rédemption. La fausse symbolique divine écartée, voyons l'humanité elle-même dans son dur labeur et dans son âpre lutte d'affranchissement de ses maux originels : la misère et l'ignorance.

Rénover ! il n'y a peut-être pas d'autre mot dont on est fait un plus grand abus et un abus odieux par surcroît. Tous les lâcheurs, sinon tous les traîtres, justifient leur lâchage ou leur trahison par un besoin de renouvellement. C'est sous le prétexte d'infuser une nouvelle vie à nos idées que tous les transfuges nous quittent, en nous taxant de dogmatiques ! En réalité — et combien de fois ne l'avons-nous pas vu malheureusement — ils ne tardent guère à se trouver en dehors de ces idées qu'ils prétendaient rénover et à aller à la dérive.

Règle générale donc : tout retour au passé ne saurait être pris pour un renouveau. Ce qui, caduque, a déjà été surpassé au cours des événements et n'en revient pas moins — toute l'histoire étant pleine de ces réactions — ne représente qu'une rechute, le contraire donc d'un renouvellement signifiant en quelque sorte guérison. Ceci soit dit tout particulièrement pour une certaine soi-disant jeunesse de pensée clérical et d'*action française*, aux tristes tentatives de laquelle nous assistons en Suisse aussi.

Il suffit d'ailleurs de constater que par sa constitution, ses doctrines, ses cérémonies et ses pratiques prétendument immuables et éternelles, l'Eglise ne représentera jamais qu'une limite à la recherche, à l'activité et partant au progrès des hommes, et il apparaîtra évident qu'elle est la négation même de tout renouvellement.

Notre génération — hélas ! — a connu le crime le plus terrible de tous les temps : la guerre mondiale. Au sortir de cinq tragiques années, pendant lesquelles l'humanité a vu le déchaînement immense et monstrueux de tous les fléaux, quel besoin irrésistible n'aurait-elle pas dû éprouver de se laver de tout cela, d'en finir avec un cauchemar inouï, de s'acheminer à de nouvelles destinées. Et chacun de nous en a bien eu plus ou moins nettement le sentiment. Mais d'une part, le long carnage avait créé des habitudes de violence et de meurtre ; d'autre part, trop grand est encore le nombre de ceux dont le rêve de libération se ramène à celui de leur propre domination. Et puis un traité de paix, envisageant surtout les conditions d'une nouvelle guerre, est venu prolonger une situation bien trouble.

Non seulement il n'y a pas eu la reconstruction et le renouvellement promis, avec la fin des guerres et la fraternité des peuples, mais partout les hommes du passé ont triomphé. Et c'est le passé qui continue à peser sur nous, à tel point que nous voyons affirmer que le mal en 1914 a consisté essentiellement dans le fait que le monde jouissait de trop de bien-être et de liberté, que les peuples n'étaient pas assez menés à la trique, que la préparation au massacre se trouvait insuffisante. Car, après la dernière guerre, nos maîtres nous répètent plus que jamais le « prépare-toi à la guerre si tu veux la paix ». Et c'est ainsi que le triomphe fasciste en Italie, la victoire conservatrice en Angleterre, l'iusurrection cléricale et nationaliste en France viennent d'être dignement couronnés par l'élection de Hindenburg en Allemagne. Personne, d'ailleurs, ne saurait plus s'illusionner sur certains succès électoraux démocratiques ou socialistes, dont ceux-mêmes qui les remportent ne tardent pas à nous faire l'aveu de leur impuissance. Voyez plutôt Mac Donald, Herriot et Vandervelde.

A l'heure actuelle, dans son effort de renouvellement, le monde du travail ne peut s'orienter qu'à grand'peine. La confusion des idées et les rivalités d'ambitions obscurcissent même la plus élémentaire conception. Comment est-il possible que le mouvement socialiste et le mouvement ouvrier en général soient revenus aux identiques pratiques d'avant-guerre ? N'ont-elles pas abouti à l'impuissance la plus complète en face de la catastrophe ? Personne plus que nous ne comprend l'horreur pour l'emploi de la violence, mais pourquoi ceux qui témoignent d'une telle horreur consentent-ils ensuite à être soldats ? On peut avoir peur, au même titre, de la violence ouvrière que de celle bourgeoise, mais ayant condamné la violence ouvrière, on doit se refuser absolument à devenir les instruments dociles de celle bourgeoise. Oui, il y a à rénover sur ce point et sur bien d'autres encore, sur lesquels nous n'insistons pas.

Permettez-moi de vous signaler simplement un autre fait. Depuis la guerre, nous entendons régulièrement parler de l'index du coût de la vie. C'est dire que nos bourgeois, après avoir établi plus ou moins exactement le rapport entre coût de la vie et salaires en 1914, nous le donnent comme le maximum de bien-être auquel il nous soit permis d'atteindre. Cette limite — et quelle limite ! — fixée à jamais à nos revendications est la chose la plus horripilante et révoltante que nous puissions concevoir. Sur ce point aussi il est urgent de rénover.

En ce jour de Premier Mai n'avez-vous pas tous éprouvé le besoin d'un renouvellement profond ? Ce cortège qui n'est plus autre chose qu'une cérémonie toujours réglée à l'avance de la même façon, ce défilé qui n'inspire plus qu'un médiocre intérêt, ces discours se ramenant à une vulgaire réclame de parti, ce manque de tout imprévu, de tout enthousiasme, de toute spontanéité, de toute grande aspiration, ne vous pèsent-ils point ? Ne sentez-vous pas quelque chose de vieilli qu'il faudrait secouer ?

Seules les grandes idées peuvent soulever de grandes vagues populaires ; seule la pensée de quelque chose de beau, de puissant peut faire battre nos cœurs, enflammer nos esprits, ouvrir nos conceptions, nous arracher aux mesquines considérations qui nous ont jusqu'ici retenus, pour nous dresser dans un élan suprême, pour sentir que toute possibilité est dans la foule, dès que rejetant les milles chaînes dont elle a été entourée, elle se dit que l'heure a sonné d'aller de l'avant, de tout oser, de vouloir être tout autre qu'elle n'a été jusque là, d'échapper à l'étreinte de l'autorité et de l'exploitation, de s'exalter au souffle créateur de la liberté, qui seule peut balayer comme un vent de tempête les miasmes du passé et frayer la voie toute grande à l'avenir de solidarité, de bien-être et de paix.

L'Etat et la Révolution

LE ROLE DE L'ÉTAT.

Si, par impossible, une bonne fée, quelque nuit, fauchait d'un seul coup le parterre gouvernemental, où le *souci-conservateur* entr'ouvre son calice en compagnie de la *violette-cléricale* et du *pissenlit-autoritaire*, — l'année aurait, sans doute, perdu son printemps, mais la France aurait conservé la totalité de ses richesses naturelles et appropriées, et les bras qui la fécondent seraient tous là, prêts au labeur quotidien.

Qu'y aurait-il donc de changé ?

Ceci :

Le gouvernement ne mettant plus ses gendarmes dans un des plateaux de la balance, — ce qui fausse et rompt tous les équilibres, — les forces sociales reprendraient leur assiette légitime et leur libre jeu.

Il y aurait autant de travailleurs pour produire, autant de champs à ensemencer, autant de mines à exploiter, autant d'usines à faire fonctionner. Il y aurait aussi autant d'estomacs à remplir, autant de corps à vêtir, autant de paires de pieds à chausser, — mais il y aurait, en plus, liberté absolue de groupement et d'association, — de telle sorte que la production et la consommation n'ayant point diminué, et la liberté ayant augmenté, l'entente et l'équilibre s'établiraient tout naturellement sur le terrain de la justice.

On a bien des fois comparé la société actuelle à une pyramide renversée qui reposerait sur la pointe, et dont la base regarderait le ciel.

Or, comme cette posture est aussi contraire au tempérament d'une pyramide, qu'il est contraire au tempérament de M. Mac-Mahon d'aimer la République, au tempérament de M. Gambetta de tenir les engagements pris à Belleville, et au tempérament d'un général bonapartiste de remporter la moindre victoire sur les Prussiens, — il faut bien admettre qu'une force quelconque maintient violemment un état de choses en aussi complète contradiction avec le bon sens qu'avec les lois de la statique.

Il suffirait donc de supprimer cette force pour que la pyramide se remît sur sa base, en vertu des lois naturelles de la pesanteur.

Quelle est cette force ?

L'Etat appuyé sur l'Unité et la Centralisation.

Supprimez l'Etat, et la société, loin de s'écrouler, retrouvant son centre de gravité, nous rentrons aussitôt dans la logique et la vérité, — c'est-à-dire dans la justice.

L'homme, en effet, étant un être sociable, et tous les hommes étant solidaires par la communauté d'un certain nombre d'intérêts, de besoins, de passions et de sentiments, — il n'y a que faire de l'Etat pour les unir par ces points. — Ils s'uniront toujours d'eux-mêmes.

Le rôle de l'Etat commence là où l'Union légitime et volontaire fait place à l'Unité factice et contrainte, à la Centralisation autoritaire et despotique.

Il y a, entre la société fondée sur les lois de l'Autonomie fédérale, et la société actuelle, la différence qui sépare un troupeau de moutons parqués sous l'œil du berger et la dent du chien, d'une de ces tribus libres d'hirondelles qu'on voit parcourir l'espace, indépendantes et pourtant associées.

C'est qu'en effet un abîme sépare l'Union de l'Unité, l'autonomie de l'esclavage.

Autant l'une produit de bien, autant l'autre produit de mal.

L'Union est le pacte en vertu duquel un certain nombre d'individus, — êtres moraux ou matériels, — stipulent en pleine liberté, en pleine indépendance, un contrat par lequel, ayant les mêmes intérêts et les mêmes besoins, les mêmes aspirations et le même but, — ils unissent leurs efforts et mettent en commun leur action.

Seulement, cette union suppose une communauté d'intérêts immédiate, ou une véritable conformité d'idéal, soit politique, soit social, — et elle ne doit pas aller au delà.

Elle sous-entend que, pour tout le reste, on est libre, et que chaque individualité — collective ou non — conserve la direction de soi-même.

L'Unité, sans laquelle l'Etat ne pouvait exister, est, au contraire, l'écrasement de toutes les initiatives sous le niveau gouvernemental.

On lui sacrifie toujours plus qu'on n'en reçoit, puisque chacun des groupes naturels qui la constituent étant noyé, submergé par le nombre immense des autres groupes, chaque personnalité, chaque collectivité partielle supporte à la fois le poids total de la masse entière.

Avec l'Unité, nul n'a plus la liberté de ses mouvements, la possibilité de se développer sans entraîner l'universalité de ceux auxquels il se trouve lié comme un forçat à sa chaîne.

C'est l'histoire de Paris, qui, chaqua fois qu'il tente un effort vers l'avenir et le progrès, se trouve retenu, rejeté à terre, par le poids immense de la France

entière, inégalement éclairée, inégalement mûre pour l'idéal entrevu par la capitale.

C'est l'histoire de toutes les grandes villes de France, de tous les centres intelligents et révolutionnaires, obligés de marquer le pas sur place, parce qu'il y a vingt millions de paysans qui n'ont encore aucune idée politique ou sociale.

Qui ne comprend pourtant qu'en fractionnant le poids, il serait évidemment plus facile de le soulever et finalement de le réduire à zéro, au grand bénéfice de chacun et de tous ?

Unité, Etat, Gouvernement, — trois monstres qui s'engendrent mutuellement, et nous dévoreront un jour ou l'autre, si nous n'arrivons à nous en débarrasser !

Quand vous demandez, travailleurs, à l'Etat de vous laisser la liberté, de ne pas s'occuper de vous, vous tracez le programme de l'avenir, vous indiquez la voie du salut, cette voie où la Révolution devra désormais passer, et que les hommes de 1871 ont déjà arrosée de leur sang. Mais si vous êtes résolus à vous passer du gouvernement, le gouvernement est non moins résolu à ne point se passer de vous, — c'est à-dire qu'il veut continuer à vous combler de sa réglementation, de sa surveillance, de sa protection, — et comme il a la force, vous êtes à sa merci.

L'obstacle, le vrai, — il est là, non ailleurs.

Et c'est en vain que l'on espérerait trancher aucune des questions soulevées par le dix-neuvième siècle, avant d'avoir tranché cette question de l'Etat, avant d'avoir choisi résolûment entre le gouvernementalisme et l'Autonomie, entre l'Unité et la Fédération.

1877. *Arthur Arnould.*

Salade russe

Le manifeste du Premier Mai du Parti communiste genevois donnait ces buts à la classe ouvrière :

Flétrir la tuerie mondiale et préparer l'action contre la nouvelle guerre inévitable ;

Se solidariser avec la révolution russe ;

Libérer les emprisonnés de la réaction bourgeoise internationale ;

Se préparer à combattre le fascisme par l'insurrection ;

Libérer les organisations syndicales de l'influence néfaste du réformisme ;

Exiger la rupture de toute collaboration avec les industriels et les financiers.

Arrêtons-nous à cette première partie, qui constitue déjà même indépendamment de la seconde dont nous parlerons plus loin, la plus belle salade qu'il soit possible d'imaginer.

Tout le monde est d'accord pour « flétrir la tuerie mondiale », quitte à y participer en prétendant que d'*autres* l'ont imposée. Si nous en croyons les témoignages bolchevistes au procès Sadoul, la Russie léniniste aussi se proposait de poursuivre la guerre, mais les anciens Alliés ont dédaigné ses propositions. Quant à la nouvelle guerre, elle n'est inévitable que si les peuples consentent à marcher.

« Se solidariser avec la révolution russe » signifie pour nos bolchevistes se solidariser avec les thermidoriens de la révolution russe. MM. les dictateurs ont bien voulu se reconnaître comme tels et nous aurons garde de les contredire, mais en leur refusant toute solidarité, bien entendu.

Parmi les prisonniers à libérer, il n'y a pas seulement ceux de « la réaction bourgeoise internationale », mais aussi ceux de la dictature tchékiste.

Excellent propos que de « combattre le fascisme par l'insurrection », mais on n'en prend certes pas le chemin en le combattant, au contraire, par les élections, comme c'est toujours le cas en Italie même.

Que l'influence du réformisme ait toujours été néfaste sur les organisations syndicales, nous n'avons jamais cessé de l'affirmer ; mais celle bolcheviste l'est encore davantage, avec une plus grande centralisation et une plus aveugle soumission des masses.

Et enfin, comment, en Suisse, « exiger la rupture de toute collaboration avec les industriels et les financiers », tandis qu'en Russie la fameuse dictature du prolétariat entretient et recherche de nouveaux rapports avec les uns et les autres ?

Comme confusion et contradiction ce n'est déjà pas mal, mais écoutons le reste :

Pour l'abolition de tout tarif douanier, des impôts directs et indirects sur le travail ;

Pour l'application intégrale des huit heures, l'augmentation des salaires, les secours aux chômeurs ;

Pour l'émancipation de la femme ;

Pour la réalisation de l'unité syndicale (indépendamment des opinions politiques de chacun), sans laquelle il sera impossible de soutenir l'offensive du patronat et du fascisme ;

Pour protester contre la manœuvre réformiste tendant à exclure l'orateur communiste de la manifestation du 1er mai.

L'abolition des douanes et des impôts n'est en somme que du réformisme, appelons le ainsi, aigu, irréalisable sans une révolution. Mais comment ne pas prévoir ces deux objections très simples : En Russie, douanes et impôts subsistent et il n'y a pas d'Etat qui puisse s'en passer. Impôts directs et indirects ne peuvent être payés que par le travail, c'est une affirmation commune à toutes les doctrines socialistes.

Huit heures et augmentation de salaires, fort bien ; mais ou nous avons la force de changer radicalement la situation actuelle, ou chacun sent que cela n'est guère possible, d'autant plus lorsqu'on prévoit en même temps des secours relatifs à un chômage, dont le travail continuerait à être frappé.

L'émancipation de la femme, le problème le plus ardu et complexe qui soit, est jeté confusément sur le tapis, sans qu'on ait jamais envisagé d'autre solution que celle de lui donner le bulletin de vote.

Quant à l'unité syndicale, les bolchevistes s'y sont tellement bien pris qu'ils en ont dégoûté tout à la fois réformistes et révolutionnaires. Prétendre imposer sa propre direction exclusive et proposer l'unité — est précisément ce que fait le fascisme qu'il s'agirait de combattre. Il n'y aurait de changé que les individus pouvant impunément frapper, et encore ! Bureaucratie, armée et Tchéka russes sont composées en grande partie d'anciens tzaristes. Tout groupement visant à sa domination totale, comme le sont de leur propre aveu nos bolchevistes, est d'avance un élément de discorde et de scission, car il est absurde de s'imaginer que tout le monde du travail voudra lui reconnaître ce privilège, qui serait d'ailleurs la négation même du but que nous donnons à notre lutte, l'émancipation de tous et de chacun.

Quant à la manœuvre réformiste, nous avons dit ce que nous en pensions dans notre numéro du 25 avril dernier. Nous n'y reviendrons donc pas.

Les néo-communistes ont apporté la pire confusion dans les idées de réforme et de révolution. Ils ont largement profité au début de la légende de la révolution russe, en s'en proclamant impudemment les seuls artisans ; mais aujourd'hui, qu'ils le veuillent ou non, ils traînent après eux le boulet de l'Etat bolcheviste, Etat aussi tyrannique pour les masses travailleuses que tous les Etats bourgeois. Leurs promesses trouvent leur démenti le plus brutal dans leurs réalisations, là où ils se vantent d'avoir *le pouvoir, tout le pouvoir.*

Qu'on se rappelle encore le jour de la distribution des drapeaux, après Février '48 : il n'y avait dans la foule, plus grande qu'elle ne le fut jamais à aucune fête, ni gendarmes, ni agents de la force publique ; aucune autorité ne *protégeait* la circulation ; chacun, pour ainsi dire, faisait sa police soi-même. Eh bien ! y eut-il jamais plus d'ordre que dans ce désordre ? Qui fut foulé ? Personne. Pas un encombrement n'eut lieu. C'était à qui se protégerait l'un l'autre. La multitude s'écoulait compacte par les boulevards et par les rues aussi naturellement que le sang d'un homme en bonne santé circule en ses artères. Chez l'homme, c'est la maladie qui produit l'engorgement ; chez les multitudes, c'est la police et la force armée : la maladie alors porte le nom d'autorité. L'anarchie est l'état de santé des multitudes. *Joseph Déjacque* (1858).

Petite Encyclopédie Anarchiste

Destinée à réunir et à exposer, aussi complètement que possible, les principes et méthodes de l'Anarchisme, cette petite Encyclopédie comprendra cinq parties.

Première partie. — DICTIONNAIRE ANARCHISTE. Aspect philosophique et doctrinal de l'Anarchisme. Exposé des principes, théories, conceptions, tendances et méthodes de la pensée et de l'action anarchistes. (Ordre alphabétique).

Deuxième partie. — ASPECT HISTORIQUE DE L'ANARCHISME. Histoire du mouvement anarchiste, pays par pays (ordre alphabétique) et vue d'ensemble de ces divers mouvements nationaux tendant internationalement au même but, par une infinie diversité de moyens de propagande et des méthodes et pratiques de combat.

Troisième partie. — VIE ET ŒUVRE des principaux militants ayant appartenu ou appartenant au mouvement anarchiste : philosophes, théoriciens, écrivains, orateurs, artistes, agitateurs, hommes d'action. (Ordre alphabétique).

Quatrième partie. — VIE ET ŒUVRE des hommes qui, sans être à proprement parler des anarchistes, ont, néanmoins, dans le domaine de la philosophie, de la science, des lettres, des arts et de l'action, contribué à l'émancipation humaine par leur lutte contre la routine mortifère, contre les traditions paralysantes, contre les méthodes et forces stérilisantes de leur temps. (Ordre alphabétique).

Cinquième partie. — CATALOGUE des livres, brochures, journaux, revues et publications de toutes sortes, de propagande anarchiste ou anarchisante. (Ordre par pays et par langues).

La PETITE ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE paraîtra sous la forme de fascicules mensuels, de 48 pages (format du Grand Dictionnaire Larousse).

Chaque fascicule contiendra 10.000 lettres à la page, soit, en tout, 480.000 lettres : la matière d'un volume — format ordinaire — de 300 pages.

Chaque fascicule : rédaction, composition, impression, brochage, expédition, administration (donc tous frais compris) entraînera une dépense moyenne de six mille francs.

L'ouvrage complet comprendra, au minimum, 36 fascicules. Il représentera donc, au total, une dépense de deux cent seize mille francs.

Le prix de chaque fascicule sera de 3 fr. 50. Le prix de l'Œuvre complète sera donc de 3.50 × 36 = 126 francs.

La PETITE ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE ne sera vendue que par voie d'abonnement, payable d'avance, pour trois fascicules au moins.

* * *

Nous proposons aux camarades de nous adresser les souscriptions à la *Petite Encyclopédie Anarchiste*. Elle doivent être accompagnées d'un premier versement de 3 francs suisses (10.50 français), pour abonnement aux trois premiers fascicules mensuels. Dix adhésions seulement nous sont parvenues jusqu'à présent, mais nous sommes certains qu'il se trouvera quarante autres camarades pour souscrire un abonnement, aussi enverrons-nous fin mai chèque de 525 francs français. Que chacun se hâte donc de nous envoyer par mandat ou en timbres son adhésion avec 3 francs.

Pour finir.

La polémique pour les dettes de guerre est continuellement reprise dans la presse des Etats débiteurs, avec des arguments parfois vraiment savoureux.

Un journal italien a dernièrement découvert que la décadence de la République de Florence a commencé en 1345 avec la faillite de la banque Bardi et de la banque Peruzzi, qui avaient prêté la première plus de 900 mille et la seconde plus de 600 mille florins d'or au roi Edouard d'Angleterre. Non seulement l'Angleterre refusa de payer, mais simplement de reconnaître ces dettes. Là dessus roi et Parlement se trouvèrent facilement d'accord.

Or, un comptable italien a établi qu'en calculant un faible intérêt de 2 1/2 pour cent, ces dettes représentent aujourd'hui une somme plus élevée que celle que l'Italie doit à l'Angleterre.

Aucun historien anglais, semble-t-il, n'a mentionné le fait du non paiement ; il n'en est question que dans un roman anglais où l'on se réjouit du beau tour joué aux banquiers florentins !

Le chroniqueur italien Villani (1280-1348) qui rapporte le fait, le commente ainsi : « Tant de trésors et d'argent perdus pour nos concitoyens et remis aux mains des Rois et des Seigneurs par cupidité ! Oh maudite et avide louve pleine du vice de l'avarice, qui règne parmi nos aveugles et fous citoyens ! »

Nul besoin d'autres commentaires.